

DÉCLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FNCC

23 janvier 2015

Réunis en Conseil d'administration, le 21 janvier, les élu(e)s de la FNCC ont procédé à un tour de table au cours duquel chacun(e) a exprimé sa vision des exigences que les attentats qui viennent de frapper notre pays imposent aux responsables des politiques culturelles. Cette présente déclaration expose les principales priorités qui doivent être celles des collectivités territoriales et de la FNCC

AMPLIFIER L'ÉLAN DU 11 JANVIER 2015 DANS LES POLITIQUES CULTURELLES

la FNCC s'engage

Le 21 janvier 2015, à l'invitation du président du Centre de monuments nationaux (CMN), Philippe Béval, la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC) a réuni son Conseil d'Administration. Tout juste dix jours se sont écoulés depuis les immenses rassemblements en hommage aux victimes des tueries de *Charlie Hebdo* et de la supérette casher de la Porte de Vincennes, à Paris. Dix jours pour tenter de comprendre, pour décider de se mobiliser afin de transmuier l'indignation et le deuil en espoir et en action solidaire.

Les élu(e)s de la République sont les élu(e)s de la tolérance, de la liberté, de la dignité, du respect. Comment porter plus loin l'élan national du 11 janvier ? Comment réparer, renforcer, par les arts, par la culture et la créativité de chacun, une société blessée dans ses valeurs mêmes ? Qu'est-ce qui a été omis, négligé, minimisé dans l'action culturelle publique pour que des Français fassent feu contre la liberté, contre la fraternité ?

C'est au plus près de chacun qu'il faut reconstruire notre imaginaire partagé, en dépassant les seules politiques de l'offre, en dépassant le clivage erroné entre l'accès aux arts et la médiation sensible vers la citoyenneté, en refusant un trop facile misérabilisme culturel qui évacue l'exigence de la qualité artistique, en reconnaissant la légitimité des expressions artistiques et culturelles des personnes.

C'est la parole, le langage, l'intelligence, le débat, l'humour, l'esprit critique qu'il importe de promouvoir : désacraliser l'expression, libérer la parole pour aller au-delà des carapaces, des préjugés, de la révérence, de l'emprise marchande, des obscurantismes. Il faut affirmer la nécessité de la parole libre, la déployer, tout de suite, dans l'émotion et par la sensibilité, puis avec le recul et dans l'intelligence, dans nos bibliothèques, dans nos théâtres, partout. La France est un pays d'expression. Personne ne doit être invisible, inaudible. Nous devons revisiter la laïcité en la comprenant, en la transmettant comme une singularité française. Nous devons associer laïcité (au singulier) et cultures (au pluriel).

La diversité culturelle est aussi notre identité. Nous devons investir cette richesse, ne pas la craindre mais la mettre en valeur. Le pays a besoin que soit reconnue la parole de tous, la musique et les chants de chacun, les danses et les histoires de l'ensemble de ses citoyens. Les outils sont là : l'écoute sur nos territoires et, au-delà, le souffle de la coopération décentralisée.

C'est dans les écoles, avec les acteurs de l'Éducation nationale, que la puissance de tolérance des arts et de la culture pourra convaincre les jeunes, par la médiation scolaire, de l'atout que représente la diversité des approches culturelles et la densité de notre culture, dans les œuvres de ses artistes, par la beauté de son patrimoine, de son histoire. Il faut réaliser – et non plus seulement invoquer – le maillage entre culture et éducation, revaloriser les enjeux de l'éducation artistique et culturelle, la déployer dès le primaire, mais également articuler éducation et ouverture pour les adolescents, les jeunes adultes, au collège, au lycée, à l'université.

C'est avec les milieux associatifs, les initiatives de l'éducation populaire, dans la juste reconnaissance de leur essentiel travail de citoyenneté, mais également avec les familles qu'il faut se mobiliser. La culture peut contribuer de manière décisive

à retisser le lien entre les parents et leurs enfants, entre leurs existences qui s'inventent et la communauté nationale qu'ils sont appelés à rejoindre. Le mot de culture soudain réapparaît dans la parole politique. C'est indispensable, mais c'est avec les adolescents qu'il faut en parler, parler de ses vertus démocratiques de cohésion, de solidarité, en débattre, maintenant.

C'est auprès des politiques, des élus qu'il faut œuvrer. Les convaincre de l'importance des valeurs de la culture. Il n'y a pas encore unanimité. Elle tarde. Elle est urgente. Les élus doivent se dégager de leur peu de considération vis-à-vis de l'action associative ou de leur méfiance envers des expressions artistiques portant haut, sans compromis, leur exigence critique et sensible. Nous avons tous besoin de repères, d'outils de réflexion, d'outil d'émotion. Les élus à la culture doivent savoir parler à tous, à tous les élus, et tous portent un devoir de formation, pour optimiser leur engagement, pour savoir transmettre leur conviction que les enjeux culturels sont au cœur de tout projet politique, au cœur de tout projet démocratique.

Mais il faut aussi refuser la baisse des moyens. Les intentions ne suffisent pas. Sortons du primat donné à des économies purement comptables mais aux conséquences graves. Le travail accompli patiemment, certes encore insuffisant mais pour autant remarquable, doit être mis en valeur. Nous avons travaillé, inventé. Et le tissu culturel, d'équipements, de liens, d'engagements souvent modestes mais efficaces avec les artistes, avec les milieux associatifs, avec les citoyens ne doit pas être bradé : c'est la condition de la République. Peut-on tolérer un financement culturel moindre ? En mesure-t-on seulement le prix ? On doit comprendre les difficultés du moment, consentir à l'effort national. Mais il faut continuer à porter le débat sur les moyens publics.

Enfin, il nous faut, nous, FNCC, refonder nos principes d'engagement. C'est à tous que nous devons nous adresser, au-delà de l'entre soi d'élus partageant la même conviction. Déplaçons nos habitudes. Il est temps de faire autrement, de se mobiliser autour de ces trois mots : transversalité, diversité et proximité. Nous nous sommes dotés d'un texte d'orientation clair, plein d'avenir, plein de débats. Il prône le recentrage des politiques culturelles publiques sur la personne, à partir des territoires. Il affirme la place incontournable des artistes. Il n'oppose pas leur professionnalisme à un quelconque éloge aveugle et populiste d'une créativité immédiate. Nous avons besoin du travail, du savoir, de l'engagement irremplaçable des artistes. Nous avons aussi besoin de cet élan de liberté de tous dans l'expression de leur attachement à l'expérimentation de la liberté, celle de chacun. La liberté est une œuvre collective. La nation a besoin qu'elle se construise avec tous. Elle a besoin de la culture.

*

Nous osons espérer que le moment est venu d'une nouvelle étape pour la FNCC, pour son service en faveur de la vitalité de notre imaginaire partagé. Il est fait de liberté. Il se fera grâce à notre mobilisation, grâce à la détermination de tous ceux qui partageront la nôtre, grâce à la détermination que nous saurons insuffler avec tous à tous. Nous nous engageons à essayer.

*Le Président
et le Conseil d'administration de la FNCC*